



## SAVOIE

**Madame la Déléguée Régionale,**

Au nom de la section syndicale Force Ouvrière de la Savoie, je vous remercie de nous recevoir.

J'interviendrai brièvement en essayant de vous faire part de nos nombreuses préoccupations.

**Je m'adresse à vous en qualité de déléguée du Directeur général, Monsieur Bruno BEZARD.**

Les positions prises par Force Ouvrière sur la démarche stratégique du directeur général des Finances Publiques ne vous sont pas inconnues.

Les orientations retenues dans le cadre de cette démarche stratégique dont notre syndicat s'est efforcé de se faire préciser les contours l'ont amené à prendre résolument position pour son abandon pur et simple.

Loin de nier la nécessité d'apporter des améliorations et de réformer l'organisation et de fonctionnement de notre administration quand le besoin s'en fait sentir, la modernisation telle qu'elle nous est proposée dans le cadre de la démarche stratégique ne saurait se faire à l'encontre des intérêts bien compris des agents et des usagers, au mépris de l'exercice des missions de services publics qui constitue le cœur de nos différents métiers et auxquelles nous sommes profondément attachés.

Le document diffusé est celui qui a été remis aux organisations syndicales lors du Comité Technique de Réseau. Contrairement aux versions précédentes qui exposaient toutes les mesures visant à réduire l'étendue du réseau, à liquider des services et remettre en cause leurs missions, cette version expurgée consiste en un exposé sur le passage à

l'administration «numérique» et au renforcement supposé des missions. Mais nous savons pertinemment, à Force Ouvrière, qu'il s'agit d'une posture visant rassurer le personnel. Vous aurez du mal à nous faire croire que ce qui a été écrit précédemment a disparu des projets du Directeur Général.

**Nous savons que la «démarche stratégique» s'inscrit dans la mise en œuvre de la MAP (modernisation de l'action publique), digne héritière de la RGPP.**

A l'évidence, des décisions sont déjà arrêtées pendant que l'on nous présente un document qui se garde bien de préciser les «deux cents» mesures évoquées dans les réunions de présentation.

La preuve en est donnée par le **projet de loi de finances 2014**. Il se caractérise par une poursuite de la politique d'austérité où les agents de la DGFIP voient leurs moyens amputés de façon drastique une fois de plus :

- 1 966 suppressions d'emplois dont 54 en Savoie en 3 ans.
- moins 4% de crédits de fonctionnement, - 2,6% de crédits d'investissement, - 0,4% de crédits de rémunérations.

**Face à de telles annonces, à qui Monsieur le Directeur Général fera-t-il croire que les services pourront mieux remplir leurs missions selon une doctrine dorénavant bien connue : faire plus avec moins !?**

Et ceci, dans un contexte de suppression régulière des emplois depuis plus de 15 ans (plus de 26 000), et où la **DGFIP est considérée par le ministre comme une administration non prioritaire**, mais se devant pour autant d'être exemplaire dans l'application des mesures de rigueur !

La démarche stratégique va aggraver la politique de diminution de tous les moyens, restructurés ou supprimés de nombreux services, synonyme de mobilité forcée pour les agents.

Notre organisation ne se résoudra jamais à accepter des orientations régressives qui consistent dorénavant à adapter les enjeux aux moyens, remettant en cause le caractère impartial et égalitaire du traitement des usagers tout en faisant supporter aux agents une responsabilité qui n'est pas la leur.

Force Ouvrière ne partage pas, par exemple la «réflexion *sur la pertinence et les modalités du télétravail*» dont l'objectif, à peine voilé, vise à faire éclater l'organisation

du travail actuellement structurée dans les services et accroître ainsi l'isolement des agents face à la hiérarchie.

**Ecrasés par la charge de travail, submergés, stressés par les pressions exercées pour la réalisation des objectifs avec toujours moins de moyens, proches pour certains du « burn-out », les personnels de la DDFIP** nous exprime un niveau de saturation jamais atteint. Ils expriment également leur difficulté à situer au milieu de ces réformes et à comprendre les dernières instructions y afférent dans la complexité ne se dément pas.

Ce que la direction appelle la «**démarche stratégique** » n'est qu'un rideau de fumée mis en place pour détourner l'attention des prochaines suppressions d'emplois, de crédits et des plans de restructuration.

Nous pourrions également citer longuement la situation des agents travaillant dans les SIP SIE et trésoreries à l'accueil.

Pour conclure, je dirai que, sous prétexte de modernisation, cette démarche peut conduire, selon nous, à la destruction de l'administration républicaine des Finances Publiques.

Nous sommes des fonctionnaires de l'Etat et les agents de la DGFIP sont tenus par leurs statuts de traiter de manière égalitaire l'ensemble des citoyens. Encore faut-il en avoir les moyens.

**Force ouvrière DGFIP de Savoie continuera de revendiquer, aux côtés de son Syndicat National, de sa Fédération des Finances :**

- le maintien des missions exercées et les moyens qui permettent de les assurer dans de bonnes conditions ;
- l'arrêt immédiat des réorganisations et des restructurations en cours ;
- le maintien de l'ensemble du réseau de proximité, trésoreries, SIP, SIE, contrôle fiscal, soutenu et dirigé par des directions départementales conservant toutes leurs prérogatives.